



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Remboursement de la dette publique

Question au Gouvernement n° 3954

Texte de la question

REMBOURSEMENT DE LA DETTE PUBLIQUE

M. le président. La parole est à M. Éric Coquerel.

M. Éric Coquerel. Ma question s'adresse à M. le ministre Bruno Le Maire.

Français, Françaises, depuis un an, vous subissez une crise sanitaire inédite. Nous allons traverser une crise sociale d'ampleur historique, et voilà qu'on nous annonce, pour l'avenir, de la sueur et des larmes... mais pas pour tout le monde : tandis que vous étiez au chômage partiel ou en première ligne, nos milliardaires devenaient champions d'Europe, avec un gain de plus de 175 milliards d'euros en 2020 !

Même le FMI propose une taxe exceptionnelle sur les plus riches, mais, sous la présidence de Macron, pas question de toucher à leurs trésors ! Pire, on nous culpabilise de nouveau avec la dette. Qu'importe que la dette covid soit détenue par nous-mêmes, c'est-à-dire notre banque centrale et non sur les marchés, ce qui fait que sa charge est quasi nulle ; qu'importe qu'en avril 2020, un de vos prédécesseurs, Éric Woerth, se soit écrié ici même : « La dette est quasi éternelle, tout le monde sait que personne ne rembourse la dette », sans que vous n'ayez trouvé à y redire ; qu'importe que les plus réalistes des économistes libéraux vous disent que le moment est venu de s'endetter pour relancer l'activité économique et assurer la transition écologique – ce que font les États-Unis, à hauteur de 4 000 milliards de dollars. Votre aveuglement met en danger notre économie. *(Applaudissements sur les bancs du groupe FI. – M. Sébastien Jumel applaudit également.)*

Français, Françaises, au prétexte de la dette, on veut faire payer la crise au monde du travail, avec une réforme des allocations chômage qui s'en prend aux chômeurs et une réforme des retraites qui s'en prend aux salariés.

Français, Françaises, au nom de la dette, on veut vous imposer une austérité XXL, pour revenir dans les clous du programme de stabilité de l'Union européenne, en allant jusqu'à inscrire cette baisse criminelle des dépenses publiques dans la Constitution.

Monsieur le ministre, le pays est cassé par ces politiques d'austérité, et vous voulez recommencer ! Nos hôpitaux manquent de personnel, de matériel, nous sommes incapables de produire un vaccin, et vous voulez recommencer ! L'État est affaibli et vous voulez recommencer ! Lâchez-nous avec la dette ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe FI.)* Quand allez-vous comprendre que l'austérité et la régression sociale sont deux plaies dont il faut se débarrasser ? Dans un an, nous le ferons à votre place. *(Applaudissements sur les bancs du groupe FI et sur quelques bancs du groupe GDR.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué chargé des comptes publics.

M. Olivier Dussopt, *ministre délégué chargé des comptes publics*. À vous entendre, la France subirait l'austérité. Or, l'austérité, ce n'est pas tout à fait ce qui caractérise notre pays, ni aujourd'hui, ni hier, ni demain.

M. Sylvain Maillard. Ben non !

M. Olivier Dussopt, *ministre délégué*. C'est notre pays qui a mis en œuvre les dispositifs les plus élaborés et les plus costauds pour permettre la prise en charge de l'activité partielle et protéger le revenu des salariés, à tel point que l'INSEE a démontré qu'en 2020, malgré une récession de 8,2 % le pouvoir d'achat des ménages français a augmenté de 0,6 %.

Plusieurs députés du groupe LaREM. Eh oui !

M. Olivier Dussopt, *ministre délégué*. C'est aussi notre pays qui a mis en œuvre les dispositions les plus protectrices pour ses entreprises, avec un fonds de solidarité que nous avons d'ores et déjà abondé de plus de 21 milliards, et avec un prêt garanti par l'État qui permet aux entreprises de passer la crise non pas sans difficulté, mais en étant le plus protégées possible.

M. Pierre Cordier. C'est pour ça que les Français sont aussi contents du Gouvernement !

M. Olivier Dussopt, *ministre délégué*. C'est enfin notre pays qui a voté, grâce à cette majorité,...

M. Pierre Cordier. Avant, il était au PS !

M. Erwan Balanant. Ce n'est pas une insulte !

M. Olivier Dussopt, *ministre délégué*. ...un plan de relance de 100 milliards sur deux ans pour relancer l'activité, permettre le retour de la croissance et faire en sorte que nous puissions faire face à nos engagements, rembourser la dette que nous avons contractée, grâce à la croissance et à ses recettes, sans augmenter les impôts – nous savons en effet, et le passé nous instruit, que les chocs fiscaux n'ont jamais généré de croissance, qu'au contraire, ils l'étouffent.

C'est cette majorité qui, sous l'égide du ministre de la santé et des solidarités, revalorise le salaire des soignants comme cela n'avait jamais été le cas et engage un plan d'investissement inédit de 19 milliards en faveur du système de santé. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.*)

Alors, vous pouvez hausser la voix, tenter de m'interrompre avec force gestes, la vérité, c'est qu'à vos mots, je peux opposer l'action de la majorité, qui protège les Français. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM, Dem et Agir ens.*)

M. Pierre Cordier. Quand tu étais au PS, tu disais la même chose que Coquerel !

M. Sylvain Maillard. Excellent ministre !

Données clés

Auteur : [M. Éric Coquerel](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (1^{re} circonscription) - La France insoumise

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3954

Rubrique : Finances publiques

Ministère interrogé : Comptes publics

Ministère attributaire : Comptes publics

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [14 avril 2021](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [14 avril 2021](#)